

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Petites phrases de la semaine

- Lambert-Noël Lambert Ma-tha, ministre d'État en charge de l'Intérieur :

"Il a vivement été recommandé aux leaders religieux d'inciter leurs fidèles à pouvoir effectuer le test de dépistage. Il en est de même pour l'ensemble des citoyens. Donc ce n'est pas une mesure qui est uniquement adressée aux communautés religieuses. Il s'agit ici d'un principe de précaution qui nous intéresse tous."

- Séverin Mayounou, ministre délégué à l'Énergie :

"Le gouvernement n'est pas contre la réouverture des églises ou des mosquées contrairement à ce que beaucoup veulent faire croire, dans l'unique but de souffler sur les braises".

- Patrick Mouguiama Daouda, ministre de l'Éducation nationale :

"Je tiens à vous rassurer que les salles de classe sont aménagées pour recevoir des effectifs raisonnables".

- Flore Mistoul, PCA de l'ANPI :

"C'est en mutualisant nos efforts que nous allons permettre à l'ANPI de surmonter avec succès les grands défis qu'elle doit relever".

- Jean-Marie Ogandaga, ministre de l'Économie et du Budget :

"Malgré la crise sanitaire qui a entraîné une forte contraction des ressources budgétaires, le gouvernement envisage de finaliser les projets en cours démarrés dans le cadre du PRE 2017-2019".

- Pierre-Emerick Aubameyang, capitaine des Panthères du Gabon :

"Je serai à Libreville le 9 novembre prochain pour cette rencontre capitale face à la Gambie. Nous allons tout donner pour remporter ce premier duel au sommet".

- Faisal Bin Frahan Bin Abdallah, ministre des Affaires étrangères d'Arabie saoudite :

"Nous allons signer des accords afin de protéger les investisseurs saoudiens qui viendront au Gabon".

- Anactlet Ngoua, vice-président de l'Ordre national des experts-comptables (Onec) Gabon :

"L'Onec entend apporter un soutien gratuit aux grandes entreprises, PME/PMI et TPE".

Rassemblements par MAM

PDG : vers des rapports constructifs avec les partenaires sociaux

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

EN recevant, vendredi dernier, des mains des représentants d'un certain nombre d'organisations syndicales du secteur public (Cosynap, CSP, Usap, Cappe), les recommandations du récent forum de la Fonction publique, le secrétaire général du Parti démocratique gabonais (PDG), Éric Dodo Bounguendza, a marqué sa disponibilité à les accompagner dans leur volonté d'œuvrer à la réussite de la réforme de la Fonction publique et à l'apaisement du climat social.

Ce qui pourrait augurer d'une redéfinition des rapports entre le PDG et ces syndicats, d'autant plus que leurs responsables respectifs ont clairement laissé entendre que leurs échanges avec le secrétaire général du parti au pouvoir s'inscrivent dans une "dynamique constructive et participative avec toutes les forces vives de la nation".

Une dynamique d'autant plus louable que, chez nous, bien sou-



Photo : Adjai Ntoutoume

Phase de la rencontre entre le SG du PDG, Eric Dodo Bounguendza, et certains responsables de syndicats du secteur public.

vent, les politiques et les partenaires sociaux ont des intérêts divergents, sur fond d'antagonismes exacerbés et de méfiance mutuelle.

En tout cas, du côté de Louis, siège du PDG, cette rencontre avec les syndicalistes n'a rien d'étonnant. Vu qu'elle illustre, à plus d'un titre, le nouveau mode de management impulsé par le secrétariat exécutif. Lequel,

au-delà des batailles proprement politiques et partisans, entend faire pleinement du PDG une formation citoyenne et humaniste, déterminée à jouer, aux côtés des pouvoirs publics, un rôle majeur dans la résolution de certains problèmes sociaux et sanitaires, etc.

C'est à ce titre, notamment, assure-t-on, que le PDG s'est impliqué, de diverses manières, à

l'échelle nationale, dans la lutte contre la pandémie de coronavirus et les cancers féminins.

Toute chose qui résulte de la détermination du secrétariat exécutif de faire de cette formation politique, une écurie moderne en phase avec les enjeux de la société. Ce, conformément aux instructions du "distingué camarade président" du PDG, Ali Bongo Ondimba.

La semaine

Au front de la sensibilisation

L'ACTUALITÉ au cours de la semaine écoulée a été pour le moins dense. Plusieurs domaines étaient au rendez-vous. Qu'il s'agisse de la diplomatie, la politique, la religion ou de l'éducation.

Sur le plan diplomatique par exemple, le chef de l'État a reçu le ministre saoudien des Affaires étrangères, en visite à Libreville. Toujours sur le plan diplomatique, on notera la suite des échanges que l'ambassade de France au Gabon a initiés avec les leaders des partis politiques, tous bords confondus. Cela a été le cas avec, entre autres, le président de l'Union nationale (UN)...

S'agissant de l'éducation, soulignons cette interview "fleuve" que le ministre de l'Éducation nationale, Patrick Mouguiama Daouda, a accordée à notre Rédaction, et au cours de laquelle, il a annoncé de tas de choses. Le sentiment qui s'en est dégagé c'est que,

dans ce secteur, le gouvernement s'engage dans un pari difficile. Surtout au regard du contexte marqué par la crise sanitaire.

Entre la construction de nouvelles salles de classe, la répartition des élèves en groupes de 60 par classe, l'innovation d'une année académique en huit mois (deux quadrimestres), etc., beaucoup de choses restent à être clarifiées. Surtout que jusqu'à ce jour, les affectations des responsables des établissements sont toujours attendues...

Il serait injustifiable de ne pas revenir, ici, sur la situation au niveau des rapports entre l'État et les confessions religieuses, au lendemain du bras de fer observé le 25 octobre dernier. Le moins que l'on puisse relever à ce stade, c'est que l'accalmie semble de retour entre ces deux partenaires. Instruite par le président de la République, la cheffe du gouvernement a eu une séance de travail avec les respon-

sables des confessions religieuses.

On notera qu'au cours de ce tour de table, plusieurs malentendus ont été dissipés. À la grande satisfaction de tous. Un climat d'apaisement s'en est dégagé. Surtout qu'à la date du 30 octobre dernier, fixée par le gouvernement pour ouvrir à nouveau les lieux de culte, chaque partie connaît désormais quelles sont ses responsabilités.

Aujourd'hui, chacun peut pratiquer son culte librement, en respectant le protocole sanitaire en vigueur. Preuve que, comme l'a rappelé avec insistance la Première ministre, la pandémie de Covid-19 n'est pas encore derrière nous. Loin s'en faut. De ce point de vue, les hommes et femmes d'église gagneraient à monter, à leur tour, au front de la sensibilisation contre le coronavirus.

ONDOUBA'NTSIBAH